

Expansionnisme russe : jusqu'où ira Vladimir Poutine ?

Les rêves de « Grande Russie » du président russe pourraient-ils le pousser à mettre la Moldavie, les pays baltes ou encore la Géorgie sur sa liste, après l'Ukraine ?

PAULINE HOFMANN

C'est un petit lambeau de terre que tout le monde avait oublié. Un Etat dans l'Etat, dans le nord de la Moldavie, que la guerre en Ukraine a rappelé au bon souvenir de l'Europe. On observe désormais avec le plus grand sérieux la Transnistrie et ses 1.500 à 2.000 soldats russes aux portes de l'Europe.

Ils sont nombreux, les experts et expertes en géopolitique, docteurs en histoire contemporaine russe, qui n'avaient pas voulu croire les mises en garde venues des Etats-Unis. La Russie allait envahir l'Ukraine. Au nom d'une « dénazification » du pays, mais aussi pour retrouver cette « Grande Russie » si chère à Vladimir Poutine. Après cette invasion, on ne sait plus bien où le chef du Kremlin va s'arrêter. Osera-t-il (il s'est déjà montré téméraire) envahir au-delà de l'Ukraine, déstabiliser (une fois encore) d'autres pays aux portes de la Russie ?

Nul doute que les voisins de la Russie tremblent. Lors de la récente réunion des Vingt-Sept Etats membres de l'Union européenne à Versailles, le dirigeant roumain a fait part de « l'angoisse » dans son pays, le Letton a dit « passer son temps à tenter de rassurer » les habitants, la Finlande (qui n'est pas membre de l'Otan) fait partie des pays qui poussent le plus fort pour une réponse forte contre la Russie. Comme autant de signaux de soutiens, les visites européennes et américaines aux frontières orientales de l'Europe s'enchaînent depuis plusieurs semaines. « Poutine est maintenant dans une sorte d'humeur belliqueuse agressive et malheureusement, il est probable que cette agression se poursuivra dans d'autres pays », indiquait le commissaire européen au Commerce, le Letton Dombovskis dans un entretien à *Politico*, en nommant spécifiquement les Baltes.

Rétablir une puissance passée

Au cours de ses 22 années au Kremlin, Vladimir Poutine a montré son envie de protéger son pays, de rétablir sa puissance passée (et présumée perdue) et son attachement à la « Grande Russie » des tsars, rassembleuse de terres (au prix de la violence). Chez Poutine, l'éclatement de l'URSS est vécu comme subi, une catastrophe. Au tournant des années 90, « on a pensé que les Etats devenus indépendants (comme la Géorgie ou les pays baltes, NDLR) devaient être souverains, avec des frontières garanties », rappelle Jean Radvanyi, géographe et professeur émérite à l'Inalco (1). « Mais on a su très vite que le président Boris Eltsine considérait l'espace post-soviétique comme faisant partie d'une sphère d'influence, sur laquelle la Russie conserve un certain nombre de droits. » Dès 1992, Eltsine demande devant les Nations unies de reconnaître « l'obligation » de la Russie à assurer la sécurité des pays anciennement sous sa coupe. Cette friction s'exerce dans toute sa brutalité aujourd'hui.

Gagouazie et Transnistrie

Si la stupéfaction a frappé le monde en ce 24 février, à l'annonce de l'entrée des chars russes sur le territoire ukrainien, de nombreux signaux annonciateurs disaient l'envie d'expansion de la Russie sous Poutine. On pense, notamment, à l'annexion de la Crimée, péninsule ukrainienne sur la mer Noire, en 2014, à la faveur de tensions autour de l'utilisation de la langue russe.

Aujourd'hui, c'est vers la Moldavie et

ses sécessionnistes de Transnistrie que tous les regards se tournent. « La guerre menace un futur paisible et prospère », a dit, sans détour, la présidente moldave lors d'une rencontre avec le haut représentant de l'Union européenne Josep Borrell. « La présidente moldave a eu quelques formules ambiguës montrant l'envie européenne de son pays en même temps que son attachement à sa neutralité », souligne Jean Radvanyi. « Cette position vise à ne pas irriter Moscou », qui garde financièrement, militairement et politiquement la main sur la Transnistrie. Un peu plus loin, la petite Gagouazie, une autre région autonome moldave, risque de céder aux sirènes de Moscou.

Stanislav Secrieru, analyste à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, rappelle l'extrême fragilité d'un pays soumis à une crise économique hors normes, à une crise sanitaire et désormais à une crise migratoire sans précédent. Chisinau, la capitale moldave, n'est qu'à 180 kilomètres d'Odessa, une ville ukrainienne dont on craint qu'elle soit la prochaine cible de l'armée russe. Et puis, avec la Transnistrie, le pays a déjà *de facto* des frontières avec des territoires contrôlés par les Russes. « Moscou pourrait mettre la pression pour proposer une résolution (du conflit avec la Transnistrie) qui limiterait la souveraineté moldave », craint Stanislav Secrieru. Pour se prémunir, la Moldavie a dans la foulée de l'Ukraine dit son envie d'adhérer à l'Union européenne.

Les appétits russes ne se limitent pas au pourtour de la mer Noire. Selon Thomas Gomart, interrogé dans *Le Monde*, « si Vladimir Poutine réussit à installer un régime à sa botte (en Ukraine), même si la situation demeurait instable, le message serait clairement : ce que j'ai fait en Ukraine, je peux le faire maintenant en Moldavie, en Géorgie ou en Asie centrale. » La présidente géorgienne Salomé Zourabichvili a prévenu l'Europe lors d'une interview sur France Inter : « Tout le monde est menacé, pas que nous. L'issue de la bataille en Ukraine sera décisive. Vladimir Poutine n'est pas quelqu'un qui s'arrêtera comme ça, pour prendre sa revanche sur les sanctions. On ne sait pas jusqu'où il ira. Il est important que cette unité ne soit pas une étincelle passagère. »

En 2008, la Géorgie avait déjà fait les frais de la volonté d'expansion russe : à l'issue d'une guerre éclair avec la Russie, elle a perdu 20 % de son territoire, avec la région d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Depuis, les bases militaires russes ont fleuri dans les deux régions.

« Cette stratégie a l'air de fonctionner, mais c'est un échec »

En Géorgie, en Moldavie, en Azerbaïdjan... Partout la Russie a installé des bases militaires qu'elle peut utiliser pour déstabiliser puis imposer ses vues sur ces pays. « Cette stratégie a l'air de fonctionner mais elle est en fait un échec », commente Jean Radvanyi. « Le résultat à moyen terme est que les peuples de ces Etats sont de plus en plus hostiles au Kremlin. Or, l'intérêt de la Russie, c'est d'être acceptée. »

Si les pays baltes et la Finlande (avec leurs centaines de kilomètres de frontières avec la Russie) tremblent, certains connaisseurs de la région ne les placent cependant pas en haut de la liste d'une menace venue de Moscou. Le spécialiste de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne craint davantage pour les Balkans occidentaux, et l'entité pro-russe de Republika Serpska en Bosnie-Herzégovine. A quelques pas de là, Jean Radvanyi regarde la question de la Serbie avec plus de scepticisme. Mais aucun des deux ne se risquerait à l'affirmer sans aucun doute. Aujourd'hui, plus personne n'est sûr de rien. Il faut bien se souvenir, insiste Stanislav Secrieru, que « l'invasion de l'Ukraine ne fait pas sens pour nous. Mais visiblement, cela a un sens pour les dirigeants russes. On ne sait plus ce qui peut se passer. »

(1) Jean Radvanyi est co-auteur avec Marlène Laruelle de *La Russie, entre peur et défi*, chez Armand Collin



Les velléités expansionnistes de Vladimir Poutine



Vladimir Poutine en réunion par visioconférence avec son Conseil national de sécurité : jusqu'où le maître du Kremlin est-il prêt à aller ? © REUTERS

La Transnistrie, lambeau de terre sous influence

C'est un vestige de la guerre froide, qui borde la plus chaude des guerres. Depuis trente ans, la Transnistrie échappe au contrôle de la Moldavie. Au nord du pays, cette petite bande de terre borde une Ukraine envahie par l'armée russe.

Historiquement, la Transnistrie est une « création de Staline qui avait prélevé un bout de territoire à l'Ukraine pour maintenir les prétentions de l'URSS sur la Moldavie. Cette dernière était à l'époque occupée par les Roumains, alliés à Hitler », rappelle Jean Radvanyi. Au fil de cette histoire complexe, une guerre civile entre la Transnistrie et la Moldavie fait plusieurs centaines de morts en 1990. La Transnistrie et sa capitale Tiraspol ne sont pas reconnues internationalement, mais la région avait demandé une reconnaissance russe en 2014.

Alors aujourd'hui, on est nerveux face à un conflit gelé (ni vraiment la guerre, ni vraiment la paix) que l'on ne veut pas voir se réveiller dans ces circonstances. La Russie soutient largement cette région

séparatiste, qui abrite des bases militaires de Moscou. Jean Radvanyi rappelle que la Transnistrie abritait à l'époque soviétique « la plus grande base militaire au sud-ouest de l'URSS face à l'Otan et à l'Europe occidentale. Elle n'est plus aussi active mais elle contient un dépôt d'armes et d'explosifs très important ». Selon Stanislav Secrieru, analyste à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, on a observé ces dernières semaines des exercices de troupes russes dans la région. Comme elle l'a fait dans le Donbass, la Russie y distribue ses passeports à la volée, les « soldats russes » possèdent donc majoritairement une double nationalité russe et moldave. Ces 1.500 à 2.000 soldats ne sont, selon Stanislav Secrieru, pas assez nombreux pour envahir véritablement Kiev, s'ils décidaient de venir prêter main-forte à l'armée russe. Mais des ponts ont malgré tout été bombardés à la frontière entre la Transnistrie et l'Ukraine pour ne pas tenter le diable. PHN